

## Le Burundi prêt à doubler ses effectifs militaires en Somalie

PANA, 27/07/2010 Kampala, Ouganda - Le Burundi est prêt à doubler ses effectifs au sein de la Mission de maintien de la paix en Somalie sous la bannière de l'Union africaine (AMISOM), selon son ministre de la Défense, le général Germain Niyoyankana. Le Burundi compte actuellement trois Bataillons au sein de l'AMISOM, rappelle-t-on. Un quatrième Bataillon se tient prêt à rallier la capitale somalienne et cela ne tient plus qu'à l'acquisition du matériel de guerre nécessaire auprès des partenaires étrangers, a précisé le général Niyoyankana dans un entretien accordé à la PANA, en marge du sommet de l'UA.

Le Burundi et l'Ouganda sont pour le moment les seuls pays africains à avoir accepté de prêter des forces militaires à l'AMISOM dont les effectifs s'élevaient actuellement à quelque 6.000 hommes. Une réunion a regroupé, lundi, à Kampala, les ministres de la Défense de l'Ouganda, du Burundi et de la Somalie, ainsi que leurs partenaires étrangers, dont les Etats-Unis d'Amérique. Il s'agissait de voir ensemble les voies et moyens de répondre plus efficacement aux menaces terroristes après les récents attentats attribués aux insurgés islamistes somaliens d'El-Shebab au cœur de Kampala, la capitale ougandaise et qui ont fait 76 morts et des dizaines de blessés. Le Burundi vit également dans la hantise des attaques terroristes après l'expédition punitive des insurgés islamistes somaliens contre la présence militaire des deux pays aux côtés du pouvoir central à Mogadiscio. Selon le ministre burundais de la Défense, la réunion de Kampala a été un succès et les bailleurs étrangers seraient prêts à apporter l'assistance matérielle nécessaire, comme les hélicoptères de combat, aux troupes burundaises et ougandaises. La révision du mandat des forces de l'AMISOM a également été à l'ordre du jour de la rencontre ministérielle de Kampala. Les nouvelles règles d'intervention permettraient, notamment, à l'AMISOM d'exercer le droit de poursuite en cas d'attaque des insurgés islamistes, selon le ministre qui a carté pour le moment toute idée de retrait des contingents burundais de la Somalie, même si les bailleurs de fonds étrangers venaient à traîner encore les pieds dans le financement d'équipements militaires plus sophistiqués. "Les partenaires étrangers ne peuvent pas ne pas mettre la main à la poche, étant donné que le terrorisme n'a pas de frontières", a estimé le ministre burundais.